

Politique

P. Fabien Verdier : « Le sentiment d'abandon des citoyens est une réalité profonde et très dure »

Le maire de Châteaudun, porte-parole des sous-préfectures, interpelle les élites sur « l'agonie des villes moyennes », ce mal qui ronge le pays et pourrait le faire basculer en 2027.

Propos recueillis par Audrey Emery et Valérie Peiffer

Publié le 25/07/2025 à 10h00



Fabien Verdier (à g.), maire de Châteaudun, en visite sur un marché de la sous-préfecture. Les villes moyennes subissent de plein fouet les coupes budgétaires de l'État.

© Lafargue Raphael/ABACA

Temps de lecture :
9 min



Écouter cet article



Powered by ETX Majelan

00:00 / 00:00

C'est une colère sourde, une rage rentrée qui se répand de manière invisible, imperceptible depuis les grands centres urbains et décisionnels du pays. La République a laissé tomber ses sous-préfectures, la France des villes moyennes souffre, et le prix à payer à la sortie pourrait être lourd. Anonyme à Paris mais bien connu dans les ministères qu'il houspille, Fabien Verdier, maire de Châteaudun, incarne ces territoires qu'on n'entend jamais dans les débats,

mais qui, élection après élection, font grimper le Rassemblement national.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

LA NEWSLETTER POLITIQUE

Tous les lundis à 11h30

Recevez en avant-première les informations et analyses politiques de la rédaction du Point.

S'inscrire

En vous inscrivant, vous acceptez les [conditions générales d'utilisations](#) et notre [politique de confidentialité](#).

Son discours est brut, sans filtre, son constat implacable sur cette France qui se sent oubliée, où les services publics reculent, où l'économie s'essouffle, et qui, à force de cumuler les fragilités, pourrait faire basculer le pays. Il ne s'agit pas d'un énième témoignage plaintif : c'est un cri d'alarme, mais aussi un manifeste pour l'action, avec des propositions fortes. Un propos qui traduit un malaise profond et qui comptera dans la bataille des municipales à venir. En 2020, cet agrégé d'économie, ancien élève de l'ENS de Cachan et directeur d'hôpital, rafle

à la droite la ville de Châteaudun, sous-préfecture d'Eure-et-Loir, lessivée par la désindustrialisation, vidée de ses sites militaires, de son tribunal et de sa maternité. Il se présente sans étiquette politique. Lui qui a débuté comme collaborateur de l'ancien maire socialiste de Grenoble Michel Destot a abandonné sa carte du parti à la rose, auquel il a longtemps cru, se portant même candidat à la primaire en 2016 pour défendre, avant les Gilets jaunes, les classes moyennes, « *ces nouveaux prolétaires* ».

À lire aussi : **P. La France des centres-villes en friche : chronique d'une lente agonie annoncée**

Aujourd'hui, à 44 ans, il mène à la tête du Mouvement pour le développement des villes sous-préfectures, qu'il a créé en 2022, un combat à contre-courant de la métropolisation. Persuadé que l'avenir du pays se joue dans « *ces cités qui ont fait la France mais que la France a abandonnées* », il a lancé l'« appel de Châteaudun » et propose 21 actions prioritaires pour « *replacer les 235 villes sous-préfectures au cœur de la stratégie nationale* ». Un plan qui ne demande pas de nouveaux subsides, mais qui propose des mesures concrètes pour développer le PIB et gagner en efficacité. De quoi faire tendre l'oreille aux candidats à la présidentielle...



Fabien Verdier : « Le vrai sujet, c'est que la moitié des électeurs ne vote plus. Ils n'y croient plus. »

Le Point : Pourquoi avez-vous créé ce mouvement des villes sous-préfectures, quand il existe déjà de nombreuses associations d'élus ?

Fabien Verdier : Parce qu'elles représentent un angle mort de la politique publique et de la République. Les sous-préfectures ont énormément perdu. Elles se sont appauvries, ont subi la désindustrialisation. En 2022, nos 235 communes ont donc lancé une bouteille à la mer. On a convié des personnalités comme Jacques Attali, Xavier Bertrand, Jean-Pierre Jouyet ou Jean-Paul Huchon, qui ont toutes été intéressées par notre idée de faire des villes sous-préfectures des villes d'avenir. Nous ne nous voyons pas comme des maires de villes moyennes : personne n'a envie d'être moyen.

En quoi les problèmes des villes sous-préfectures diffèrent-ils des autres villes de même taille ?

Les sous-préfectures ne pèsent plus face aux métropoles. Elles sont moins puissantes que les directeurs de la Drac, de la Dreal ou que le recteur. À l'hôpital, on nous a retiré la chirurgie et l'obstétrique. Il n'y a plus de tribunal. Comment peut-on attirer des investisseurs dans une ville où il n'y a plus rien ? Quand Paris nous donne quelque chose, c'est toujours du négatif : une carrière, le 80 km/h, une prison modulaire... Mais on n'est pas la poubelle de l'Île-de-France ! La fin du cumul des mandats nous a aussi affaiblis. Peut-être que le maire de Lyon n'a pas besoin d'être député, mais le maire de Narbonne, c'est bien qu'il soit parlementaire pour interpellier les ministres. Et puis la France des TGV qu'on a promue depuis quinze ans pénalise, par un effet relatif, la France des TER, qui s'enclave et devient mortifère. C'est pour ça que le RN monte. Nos villes ont besoin d'exister, de se développer. Ce sont les terminaisons nerveuses de la République, la colonne vertébrale de la France, sur lesquelles il faut s'appuyer. D'autant que l'État est déjà là. C'est ça, notre spécificité. Il faut redévelopper les villes, qui sont des bassins de vie riches en potentiel, mais aussi les sous-préfectures, qui doivent jouer leur rôle de relais entre l'État et les citoyens. Sinon, les 12 millions d'habitants qu'elles représentent feront basculer le pays vers le RN.

À quelles difficultés votre ville, Châteaudun, est-elle confrontée ?

À des difficultés colossales, endémiques. C'est une ville industrielle mais ses usines ont peu à peu fermé. J'essaie d'attirer des investisseurs, mais on est tout seul, sans argent, sans ingénierie. Les TER vers Paris fonctionnent très mal. On

a perdu trois sites militaires, dont l'Étamat, 200 emplois, fermé en 1997. Ça fait presque trente ans, j'ai encore des miradors et c'est toujours l'État qui est propriétaire. C'est Fantômas ! Sébastien Lecornu, le ministre de la Défense, avait un petit projet de centrale hydrogène ; une agence de Bercy a fait une étude de faisabilité qui n'a abouti à rien. Je pourrais multiplier les exemples. Je me bats pour récupérer la maternité, le tribunal a fermé, le siège du Crédit mutuel est parti... On était 16 000 habitants en 1980, on est 13 200 aujourd'hui, en comptant les prisonniers. Tout a été absorbé par les métropoles, on vit une espèce d'agonie. Les préfets, eux, se contentent de faire du « *damage control* ». L'État nous a donné, via le contrat de redynamisation de sites de défense, 7,5 millions d'euros pour solde de tout compte. C'est violent.

À lire aussi : Dans nos campagnes, la voiture n'est pas un choix, c'est une nécessité !

Comment accueillez-vous dans ce contexte le plan budgétaire annoncé par le Premier ministre, qui impose aux collectivités 5,3 milliards d'économies en 2026 ?

Chaque euro en moins pour nos villes est un euro perdu pour des gens qui sont déjà en souffrance. Maintenant, nous sommes conscients de la difficulté dans laquelle se trouve le pays. Je sais bien que c'est ma génération qui remboursera les 3 300 milliards de dette. Il faut donc plus d'efficacité, c'est dans l'intérêt général. C'est pour ça qu'on a mis sur la table du gouvernement un plan de 21 actions, dont 15 qui ne coûtent rien à l'État. Notre proposition clé, c'est d'accorder à chaque ville sous-préfecture un droit à construire sur 100 hectares de terrains dédiés au développement industriel. Cela amènerait de la valeur ajoutée à nos territoires, de la TVA à l'État, et cela réduirait le déficit commercial de la France. Les élites doivent comprendre que la souveraineté du pays passe par nos villes. On peut aussi les revasculariser par de l'emploi public : mettre la DGSE dans la Nièvre plutôt qu'à Vincennes, l'Insee à Fontenay-le-Comte plutôt qu'à Nantes, la direction départementale des territoires à Saint-Amand-Montrond plutôt qu'à Bourges... Il faut aussi renforcer notre ingénierie en abaissant le seuil d'accès à un administrateur territorial, aujourd'hui fixé à 40 000 habitants, à 5 000 habitants. On propose également que tous les hauts fonctionnaires qui sortent de l'INSP et d'X-Mines viennent passer six mois dans nos villes pour comprendre ce qu'il s'y passe.

Quels retours avez-vous de l'exécutif ?

Ils nous reçoivent, mais ils n'étudient même pas nos propositions. Peut-être qu'ils ont peur d'ouvrir la boîte de Pandore. Je crois qu'ils gouvernent un pays qu'ils ne connaissent pas. C'est pour cela qu'on propose de faire venir dans nos villes des anthropologues, des sociologues qui fourniraient une base objective pour des politiques publiques adaptées à nos besoins. Aujourd'hui, personne ne vient nous voir. Le sentiment d'abandon n'est pas qu'un sentiment, c'est une réalité profonde et très dure. Les citoyens ont l'impression de payer et de ne rien avoir en retour. Ils disent : « Vous nous avez laissés tomber. »

Pourtant, l'État a lancé plusieurs programmes de redynamisation, comme Action cœur de ville, Territoires d'industrie, France services...

C'est beaucoup de paperasse. Et combien d'emplois, quel PIB apporte un programme comme Action cœur de ville ? À Céret, dans les Pyrénées-Orientales, le revenu médian est de 12 000 euros, 18 % des habitants sont en fragilité psychologique. Si Jordan Bardella était à 500 000 voix, l'État pourrait se satisfaire de ses actions, mais il est à 11 millions. Qu'attendent nos technocrates ? Que le pays bascule à la Trump ou à la Milei ?

François Bayrou a tout de même annoncé un soutien exceptionnel de 300 millions d'euros aux départements les plus en difficulté...

300 millions d'euros, c'est la moitié du budget annuel du département d'Eure-et-Loir.

À lire aussi : « La classe moyenne se sent menacée et précarisée »

Échangez-vous avec les préfetures pour essayer de rééquilibrer le territoire ?

Oui, mais le problème, c'est que l'économie fonctionne sans nous. Il faut inverser la concentration excessive des fonctions intellectuelles, de gestion et de décision dans les grandes villes. En Île-de-France, 20 % des habitants appartiennent aux cadres et aux professions intellectuelles supérieures. À Châteaudun, c'est 4,4 %. Pourquoi ? Parce que, de la même manière que les gens renoncent aux soins quand il n'y a pas assez de médecins, ils renoncent aux études quand il n'y a pas de formations. À Châteaudun, quand la mère gagne 1 200 euros par mois, et le père, 1 500, ils n'ont pas les moyens d'envoyer leur enfant faire des études dans les grandes villes. Résultat : on a des trappes à pauvreté puissantes. On n'a plus de CSP+, c'est cataclysmique. L'article 1 de la Constitution dit que la République est une et indivisible : c'est faux, elle est

divisée. Et on est en train de récolter les raisins de la colère, la marée RN monte partout.

Vous venez du PS. La gauche a-t-elle une responsabilité dans ce sentiment de décrochage ?

Oui, elle a complètement abandonné les classes populaires. Les bobos ont tué la gauche. Mais le vrai sujet, c'est que la moitié des électeurs ne vote plus. Ils n'y croient plus. Nous, les maires, qui sommes à portée de baffes, nous n'avons plus de pouvoir, plus d'argent, plus d'ingénierie. Et on est asphyxié par les normes. Un exemple dans ma ville : Julien Cohen [*l'antiquaire de l'émission* Affaire conclue sur France 2, NDLR] a un projet de maison des brocanteurs au sein de l'hôtel-Dieu. On s'est arraché les cheveux parce que les normes de la Drac sont incompatibles avec celles de la sous-commission accessibilité. C'est un État facilitateur dont on a besoin, mais ça fait tellement longtemps qu'on le dit...

Moins de normes et plus de recettes autonomes : est-ce le cocktail qui rendrait plus digeste le plan d'économies demandé aux collectivités ?

La douloureuse serait peut-être moins élevée. Ce que nous demandons, c'est de l'efficacité opérationnelle. Comme il y a eu pour les métropoles, il faut une loi Maptam pour les sous-préfectures. Mais, en l'état, nous subissons une convergence de fragilités, et c'est un cocktail explosif.

À lire aussi : De Trump au RN... Quand la « lutte des classes » profite à l'extrême droite

Êtes-vous candidat à un second mandat ?

Pour l'instant, je réfléchis. C'est beaucoup d'engagement, c'est quatre-vingt-dix heures par semaine.

À découvrir :

 **Le Kangourou du jour**

[Répondre](#)

Le statut de l'élu local qui vient d'être voté peut-il aider à répondre au malaise des maires dans vos villes ?

Ce n'est pas le sujet. Le sujet, c'est le PIB, le médical, les formations... Nous sommes les nouvelles banlieues, la part maudite de la République. Mais nous